Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE DE TROUVER DES MARCHÉS POUR L'EXCÉDENT D'ŒUFS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Madame le Président, l'Office canadien de commercialisation des œufs ayant annoncé hier qu'il dédommagera financièrement les producteurs d'œufs qui abattront un certain nombre de poules pour ainsi réduire l'excédent énorme d'œufs sur le marché canadien, et reconnaissant l'urgence et la gravité de la situation pour tous les producteurs et consommateurs d'œufs au Canada, je propose, en vertu de l'article 43 du Règlement, appuyé par le député de Hamilton-Wentworth (M. Scott):

Que le ministre de l'Agriculture prenne des mesures décisives et permette à Canagrex de prouver sa valeur dans la situation actuelle en trouvant des marchés pour les protéines excédentaires de temps à autre, et que le ministre aille de l'avant avec cette mesure législative ou qu'il reconnaisse qu'il s'agit d'une autre de ses propositions pour «dans quelques semaines»?

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

L'EMPLOI DES AUTOCHTONES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, selon le rapport de 1980-1981 sur la participation accrue des autochtones à la Fonction publique, le gouvernement n'a pas embauché suffisamment d'autochtones et n'a pas assuré leur avancement. Étant donné, de plus, que seulement 19 ministères et organismes fédéraux sur 58 s'étaient conformés en juin dernier à la directive du Conseil du Trésor leur demandant d'élaborer des plans d'action pour l'emploi des autochtones, je propose, appuyé par le député de Selkirk-Interlake (M. Sargeant):

● (1415)

Que la Chambre déplore que la seule chose que le Conseil du Trésor ait faite après la publication de ce document réprobateur ait été d'émettre un communiqué de presse, au nom du président du Conseil du Trésor, qui ne fait que réitérer la politique dont les ministres et les ministères n'ont jamais tenu compte.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime en ce qui concerne cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Français]

LES AÉROPORTS

MIRABEL—ON DEMANDE QUE SOIENT RÉPARÉS LES TORTS SUBIS PAR LES EXPROPRIÉS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Madame le Président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement,

Questions orales

je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question urgente et importante.

Étant donné que près de 500 résidences, résidences de fermes et commerces ont été détruits sans raison valable à l'extérieur de la zone opérationnelle de l'aéroport de Mirabel; étant donné que de nombreuses personnes ont été obligées de quitter leur foyer à cause d'une mauvaise administration, je propose, appuyé par l'honorable député de Bruce-Grey (M. Gurbin):

Que le gouvernement répare les torts qu'il a faits à ces gens et à tous ceux qui y vivent encore en mettant en marche immédiatement le processus de revente de ces terres.

Mme le Président: La présentation d'une motion de ce genre exige le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE LOGEMENT

LA POSITION DU MINISTRE AU SUJET DU CONTRÔLE DES LOYERS

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du logement. Le 3 mars, le premier ministre a dit clairement à la Chambre que le contrôle des loyers relève des pouvoirs publics provinciaux. Il a aussi précisé que lorsque le ministre responsable du logement a fait des commentaires au cours de la campagne électorale en Ontario, peu importe son point de vue sur la question, il ne parlait pas au nom du gouvernement et il n'exposait donc pas la politique du gouvernement fédéral en matière provinciale. Compte tenu des propos du premier ministre, le ministre a-t-il encore l'intention d'obtenir des directives du cabinet fédéral au sujet du contrôle des loyers, comme il l'a laissé entendre à la Chambre hier?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, comme je l'ai dit hier, alors que le député était absent, la conférence nationale sur le logement a révélé que, selon certaines provinces, la question du contrôle des loyers représente une bonne politique. D'autres provinces sont d'avis contraire et certaines d'entre elles ont changé d'idée et sont en voie de faire disparaître tout contrôle. Cette question relève des provinces. Cependant, en ma qualité de citoyen canadien qui observe les conséquences de cette politique provinciale, il est bien entendu que j'ai droit à mon opinion personnelle. Il ne fait aucun doute que le contrôle des loyers tel que pratiqué en vertu des politiques des ministères provinciaux du logement a ses effets sur le gouvernement central, mais cela relève quand même des provinces.